

● (1712)

Si nous envisageons l'avenir, il est incontestable que les céréales représenteront la principale exportation du Canada au point de vue financier. De fait, il en sera de même pour les principaux pays exportateurs de céréales. A mon avis, nous devons faire en sorte de transporter le type et le volume de grain nécessaires. Il faudra investir de grosses sommes dans l'industrie du grain, mais les bénéfices seront quatre ou cinq fois plus importants que les mises de fonds. Il importe de faire vite et des mesures s'imposent de toute urgence.

Que devrions-nous faire? Le gouvernement a affecté beaucoup d'argent à diverses études, mais selon nous, c'est le rapport Hall qui est le meilleur. Nous devrions donner suite immédiatement à certaines des recommandations de ce rapport. Notre parti avait espéré que l'Administration des chemins de fer des Prairies, sur l'établissement de laquelle se fondait tout le rapport de la Commission Hall, serait effectivement établie. Si cette administration avait été établie au lieu du Comité d'action des chemins de fer des Prairies qui a été institué par le gouvernement, elle nous aurait fourni une approche générale coordonnée des problèmes que nous éprouvons dans le domaine du transport des grains. Mais l'Administration n'a pas été instituée parce que le ministre des Transports a refusé de donner suite à cette recommandation.

Nous pensons également qu'on aurait dû adopter une autre recommandation de la Commission Hall, en l'occurrence celle visant à dédommager les chemins de fer des coûts qui leur sont imposés pour l'acheminement des céréales. Les chemins de fer doivent également assurer l'entretien et la rénovation des lignes du réseau actuel ainsi que son aggrandissement. Le tout dernier rapport publié par la Commission Snavey indique que les coûts d'expédition des céréales au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau se sont montés, l'année dernière, à 354 millions de dollars, dont 175 millions ont été assumés par les chemins de fer, 115 millions par les céréaliers et 64 millions par le gouvernement fédéral. Compte tenu de ces coûts, je ne pense pas que quiconque puisse dire que les chemins de fer peuvent consacrer beaucoup de leur temps et de leur argent à acheminer des céréales au tarif statuaire. Les compagnies ferroviaires perdent de l'argent sur chaque boisseau transportés; plus elles en transportent, plus elles sont perdantes. Les céréaliers, les organisations paysannes et les pouvoirs publics ne doivent pas s'attendre à ce que la situation s'améliore. En fait, elle ne fera qu'empirer au cours des mois et des années à venir. Quand on pense aux problèmes que nous avons eus cette année, on peut s'attendre au pire dans quelques années si le gouvernement continue à suivre le même système.

Nous, de notre parti, croyons qu'il faut indemniser les compagnies ferroviaires pour transporter les céréales. Nous croyons également que les agriculteurs devraient continuer à bénéficier du taux du Pas du Nid-de-Corbeau, et que les compagnies, en retour de l'argent reçu pour le transport des céréales canadiennes, devraient améliorer les voies ferrées dans l'Ouest. Nous croyons qu'il faudrait consacrer des fonds à la construction de voies parallèles dans certaines régions de l'ouest du Canada, surtout dans les régions montagneuses. Nous croyons également qu'il faudrait supprimer dans bien des cas les frais d'arrêt en transit pour le transport des céréales dans l'Ouest.

Transport des grains

Nous croyons qu'il faudrait adopter la solution des éleveurs hors-voie comme solution réaliste dans les régions de l'Ouest non desservies par le chemin de fer. Nous croyons également qu'il faudrait consacrer des fonds aux ports et aux terminus. Il faudrait par exemple consacrer des fonds pour faire du dragage à Thunder Bay, pour créer des postes de coordinateurs de la Commission canadienne du blé pour toutes les céréales transitant à Thunder Bay, et pour permettre à la Commission de jouer un rôle plus prononcé dans la coordination globale du transport des céréales dans les Prairies. Nous croyons qu'il faudrait adopter toutes ces recommandations si nous voulons transporter les quantités de céréales mentionnées par le ministre, par les députés de notre parti et par le NPD. Jusqu'à maintenant, le gouvernement a fait preuve de négligence et d'un manque de jugement dans la plupart des domaines, mais particulièrement dans celui du transport des céréales.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire que cette année, notre pays va perdre des centaines de millions de dollars parce que nous ne pouvons respecter nos engagements en matière d'exportation. Avec cet argent, nous pourrions acheter un grand nombre de wagons-trémies. Nous finirions par payer des droits de surestaries énormes et par mettre les agriculteurs de l'Ouest sur la paille. La diminution des ventes dans l'Ouest entraînera une pénurie de devises étrangères. Voilà l'héritage que le ministre et le gouvernement laisseront aux céréaliculteurs de l'Ouest.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. Il peut poursuivre avec le consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

M. Murta: Monsieur l'Orateur, j'allais terminer. J'ai dit que la mauvaise gestion allait être le legs que laisseraient le gouvernement et l'actuel ministre des Transports (M. Lang) aux céréaliculteurs de l'ouest du Canada, et c'est précisément l'une des raisons pour lesquelles, lors des prochaines élections, nous prévoyons que la plupart, sinon tous les sièges de l'Ouest iront au parti conservateur.

En guise de conclusion, je rappelle que les problèmes existants sont immenses et qu'il est fort regrettable que l'homme qui se trouve sur la sellette, le ministre des Transports, ne puisse faire face à cette complexe situation.

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, c'est un honneur pour moi de prendre part à ce débat cet après-midi. Cette motion tombe à point, mais je suis étonné que ce soit un néo-démocrate, le député de Regina-Lake Centre (M. Benjamin) qui la propose et qui verse des larmes de crocodile pour les agriculteurs de l'Ouest, quand je songe qu'il y a dix ou quinze jours, son parti, le NPD, a voté contre le bill qui ordonnait le retour au travail aux mécaniciens de marine, dont la grève coûtait quelque 10 millions de dollars par jour aux agriculteurs qui se trouvent dans le secteur de la Commission du blé. Ils ont voté contre un bill qui aurait rapporté de l'argent aux céréaliculteurs de l'Ouest, malgré le fait que le premier ministre de la Saskatchewan, qui est membre du Nouveau parti démocratique, ait envoyé un télégramme au premier ministre (M. Trudeau) pour lui demander de faire adopter une loi forçant les grévistes à retourner au travail.